



**Conférence internationale de suivi  
sur le financement du développement,  
chargée d'examiner la mise en œuvre  
du Consensus de Monterrey**

Doha (Qatar)  
29 novembre-2 décembre 2008

Distr. générale  
1<sup>er</sup> décembre 2008  
Français  
Original : anglais

Point 9 c) de l'ordre du jour

**Tables rondes des parties prenantes ayant  
pour thème général « Poursuite de la coopération  
pour le financement du développement : l'avenir »  
et portant sur les six grands domaines thématiques  
suivants**

**Table ronde 3**

**Le commerce international comme moteur  
du développement**

**Résumé des débats**

1. La table ronde était coprésidée par Olga Algayerova, Secrétaire d'État au Ministère des affaires étrangères de la Slovaquie, et Ana Vilma de Escobar, Vice-Présidente d'El Salvador. Valentina Rugwabiza, Directrice générale adjointe de l'Organisation mondiale du commerce, a animé les débats. Des déclarations ont été faites par les intervenants suivants : Pedro Luiz Carneiro de Mendonça, Secrétaire général adjoint aux affaires économiques du Brésil; Debapriya Bhattacharya, Représentant permanent du Bangladesh auprès de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales ayant leur siège à Genève, et Président du Conseil du commerce et du développement de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement; Miguel Hakim, Secrétaire de la coopération ibéro-américaine au Secretaria General Iberoamericana; Abdoulie Janneh, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique; Sun Zhenyu, Ambassadeur de Chine auprès de l'Organisation mondiale du commerce; et Paavo Väyrynen, Ministre du commerce extérieur et du développement de la Finlande.

2. Dans sa présentation du thème de la table ronde, M<sup>me</sup> Rugwabiza a insisté sur la nécessité de préserver le caractère ouvert des échanges mondiaux face à la crise financière actuelle, étant donné que le commerce international était intrinsèquement lié à la croissance et au développement, et de conclure au plus vite le cycle des négociations commerciales multilatérales de Doha sur une base équilibrée. La libéralisation coordonnée des échanges, dans le cadre de règles justes et équitables, était une nécessité vitale pour tous les pays; l'un des principaux objectifs de l'Organisation mondiale du commerce était de veiller à ce que les règles du jeu soient les mêmes pour tous ses membres et d'aider les pays oubliés par la mondialisation à s'intégrer. L'aide au commerce revêtait une importance primordiale



à cet égard car de nombreux pays pauvres n'avaient pas une capacité d'offre suffisante pour tirer parti de leur accès élargi aux marchés; les pays développés devaient par conséquent renouveler leurs engagements.

3. M. de Mendonça a dit que le Brésil avait tiré profit de la libéralisation des échanges dans les années 90 grâce à la base industrielle qu'il avait construite dans sa phase de substitution aux importations. Le développement devait donc impérativement s'inscrire dans un environnement international porteur. Mais cet environnement était modelé par les politiques américaines et européennes; les États-Unis, qui sont d'importants exportateurs de produits agricoles et de ressources, étaient en concurrence avec les pays en développement et l'Europe, et leurs subventions agricoles leur donnaient un avantage compétitif. Si certains pays en développement, notamment en Asie de l'Est et du Sud-Est, avaient effectivement réussi à se développer grâce à leurs exportations, de nombreux autres n'avaient pas pu tirer parti du commerce international. L'heureux aboutissement au cycle de Doha pouvait rééquilibrer le système. Mais cette perspective même était compromise compte tenu de la crise actuelle, et il fallait absolument coordonner la riposte à la crise et résister au protectionnisme. Comme l'avait dit le Président Lula, le cycle de Doha n'était plus seulement une chance à saisir – c'était désormais une nécessité.

4. M. Bhattacharya a noté que le commerce n'était qu'un des moteurs du développement et qu'il était tributaire des autres moteurs que sont les politiques nationales et l'investissement étranger direct. Le principal instrument de facilitation des atouts que le commerce pouvait donner aux pays en développement était le traitement spécial et préférentiel. La complémentarité et la cohérence étaient les principes clefs en la matière. Pourtant, la conjoncture internationale allait devenir extrêmement difficile dans l'avenir immédiat en raison de la crise financière, du changement climatique, de la volatilité de prix des produits alimentaires et des cours des denrées. La récession mondiale n'était pas seulement un fléau économique; elle était également lourde de menaces politiques, comme l'avaient montré les récents événements en Afghanistan, en Iraq et en Asie du Sud. Les défis immédiats étaient notamment de maintenir le système commercial multilatéral à flot, de résister aux tentations hégémoniques et protectionnistes, de conclure le cycle de Doha par des accords équilibrés, y compris l'accès en franchise de droit et sans contingentement pour les pays les moins avancés et leurs marchandises, et de résoudre la question des matières premières, dont la crise du coton offrait une illustration exemplaire. Il fallait aussi réformer les politiques et les institutions nationales pour faire en sorte que les bienfaits du commerce se traduisent par un recul de la pauvreté.

5. M. Hakim a évalué l'application des paragraphes concernant le commerce du Consensus de Monterrey. Des progrès substantiels avaient été accomplis : de nouveaux pays avaient adhéré à l'Organisation mondiale du commerce; les ressources financières provenant du commerce s'étaient accrues, alors même que les exportations de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes baisseraient en 2009 pour la première fois depuis 1982; la portée des accords bilatéraux et régionaux de libre-échange s'était élargie; et l'aide au commerce avait doublé. Toutefois, le paragraphe le plus important, concernant l'achèvement du Cycle de Doha, n'avait pas été appliqué bien que les « propositions Lamy » avaient presque permis de parvenir à une convergence de vues. La Conférence de Doha devait par conséquent donner au moins une impulsion politique et définir une feuille de route pour la poursuite des négociations.

6. M. Janneh a souligné que le commerce était effectivement, à bien des égards, le plus puissant moteur du développement en Afrique, bien que ce continent se heurte à de graves obstacles, comme des capacités de production limitées, une infrastructure et des services de crédit insuffisants dans le domaine du commerce, une diversification réduite et une topographie difficile, comme en témoignait l'existence de 15 pays sans littoral, de sorte que le coût du commerce pouvait parfois représenter jusqu'à 50 % de la valeur des marchandises, comme c'était le cas pour le Tchad. Par conséquent, comme l'avait montré le nouveau centre africain pour la politique commerciale d'Addis-Abeba, une assistance bien ciblée dans les domaines des services portuaires, des télécommunications et du renforcement des capacités pouvait beaucoup contribuer à faciliter le commerce.

7. M. Zhenyu a évoqué les quatre siècles de politiques d'isolement qu'avait vécus la Chine jusqu'à leur libéralisation, à la fin des années 70. Il a souligné que l'augmentation des importations chinoises enregistrée ces dernières années, qui avait été de 30 % par an, bénéficiait à d'autres pays, surtout en Asie. La crise financière, cependant, avait déjà affecté le commerce, et les commandes d'exportation pour Noël avaient baissé de 30 %, voire de 70 % pour certains articles. La Chine devait créer chaque année plus de 100 millions d'emplois, ce qui exigeait un taux annuel de croissance d'au moins 8 %. Si l'on voulait éviter les erreurs des années 30, il fallait par conséquent stimuler l'activité partout dans le monde, maintenir un régime commercial ouvert et préserver les courants financiers, et une issue heureuse du Cycle de Doha revêtait une importance capitale à cet égard. Les subventions agricoles devaient être éliminées et les droits de douane devaient être considérablement réduits, sans exiger une pleine réciprocité de la part des pays en développement, et les pays vulnérables devaient bénéficier d'un traitement spécial et préférentiel. Le taux moyen des droits consolidés et des droits appliqués de la Chine étaient entre 15,2 %, alors que le taux mondial moyen des droits consolidés était de 60 % et que le taux moyen des droits frappant les produits agricoles atteignait 42 % au Japon et 22 % aux États-Unis d'Amérique et en Europe. La Chine avait décidé de réduire encore plus ses droits pour les ramener à 12 %. M. Zhenyu a souligné que l'aide de la Chine était rigoureusement fondée sur le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des pays bénéficiaires, approche que la Chine avait elle-même exigée par le passé des pays lui ayant fourni une assistance.

8. Faisant allusion au cas de la Finlande, M. Väyrynen a souligné que les politiques des pays en développement devaient tendre à promouvoir les échanges et la réduction de la pauvreté. L'intention manifestée par M. Lamy de convoquer une nouvelle réunion ministérielle avant la fin de 2008 et la prochaine réunion de l'Union européenne concernant les accords de libre-échange permettaient d'être optimiste quant à l'issue des négociations de Doha. M. Väyrynen a également exprimé l'espoir que les pays émergents suivraient l'exemple de l'Union européenne et admettraient en franchise de droits et hors quota les produits des pays les moins avancés, et il a félicité la Chine d'avoir décidé d'accorder ce traitement à 95 % des exportations de ces pays.

9. Les exposés ont été suivis d'un échange de vues au cours duquel quelques représentants se sont dits mécontents de l'avancement des négociations de Doha, du fonctionnement de l'actuel système commercial international et des restrictions imposées en ce qui concerne l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce et ont souligné la nécessité de réformer le système commercial international et ses

institutions. Nombre de représentants ont insisté sur le fait qu'il fallait, en ces temps difficiles, préserver la liberté du commerce international et encourager la coopération Sud-Sud. Ils ont relevé que les négociations de Doha et l'aide au commerce étaient complémentaires et ont souligné que l'aide au commerce devait être transparente et s'ajouter à l'aide publique au développement.

---